

Congrès suisse de Syna-29 octobre 2010 Saint-Gall

Josiane Aubert, vice-présidente Travail.Suisse, conseillère nationale

C'est toujours un immense plaisir de me trouver dans une assemblée de travailleuses et travailleurs. Le syndicalisme constitue une des ressources fondamentales pour mener à bien le travail politique selon les valeurs que je souhaite défendre pour notre société et au Conseil national. Depuis plus de 100 ans, les travailleurs de ce pays se battent pour réduire le temps de travail, augmenter les salaires, abaisser et flexibiliser l'âge de la retraite, obtenir l'égalité salariale homme-femme, la qualité de vie pour les familles, une meilleure répartition des richesses par des assurances sociales solides, etc...

En Suisse, nous subissons ces dernières années des assauts continus contre l'Etat social qui crée une situation d'insécurité sociale. Nous nous sommes bien battus contre la 4^e révision de la loi sur l'assurance-chômage, nous avons perdu de peu, mais personne ne peut malheureusement garantir que les crises soient finies : nous serons appelés tôt ou tard de parler à nouveau de solidarité avec les personnes qui perdent leur emploi lors des crises.

En revanche, trois victoires sont à noter cette année. Premièrement, nous avons réussi à faire rejeter la 11^e révision de l'AVS qui, rappelons-le, prévoyait l'augmentation de l'âge de la retraite pour les femmes, sans flexibilisation et en supprimant l'adaptation régulière des rentes. Deuxièmement, le rejet en votation de la baisse du taux de conversion du 2^e pilier. Enfin, l'initiative genevoise visant à cantonaliser les réserves des assureurs maladie, acceptée au Conseil national, permettra certainement de remettre à l'agenda politique le concept d'une caisse maladie unique, qui assure une transparence des coûts et des primes, une séparation claire entre l'assurance obligatoire et les assurances complémentaires et une meilleure place à la prévention. Une telle caisse unique, gérée dans les cantons sur le modèle de la SUVA, sera favorable aux familles.

La situation sociale des salariés découle en grande partie des conditions de travail et de la sécurité sociale. La création des assurances sociales a libéré les travailleuses et travailleurs non seulement de la misère matérielle, mais aussi des dépendances humiliantes et de l'assistance aux pauvres. L'assuré a droit à une certaine compensation salariale lorsque l'âge, un accident, une maladie, une invalidité, ou encore un manque d'emploi ne lui permettent plus de mettre sa force de travail à contribution. Le financement des assurances sociales et la couverture des risques doivent contribuer à une nouvelle répartition des revenus et à développer la solidarité entre les assurés; les assurances sociales permettent de respecter la dignité et la liberté de l'être humain.

Dans cette perspective, l'Etat doit garantir un financement pérenne des assurances sociales, par des rentrées fiscales justes et équitables. Travail.Suisse vous invite à voter et faire voter OUI le 28 novembre prochain à l'initiative fiscale du parti socialiste, dont les enjeux principaux sont :

- 1. stopper les abus de la concurrence fiscale :** Aujourd'hui, les cantons et les communes se disputent les multimillionnaires à coups de cadeaux fiscaux accordés aux contribuables les plus aisés. Avec, pour conséquence, des pertes de recettes dont les personnes disposant de revenus inférieurs paient la facture.
- 2. En finir avec des taxations dégressives absurdes:** Dans quelques cantons, les contribuables les plus riches payent proportionnellement moins d'impôts que les personnes qui disposent de revenus inférieurs.

3. Plus de justice: cette initiative vise à établir une meilleure justice fiscale. Premièrement, entre les fortunes et revenus élevés et ceux qui le sont moins, parce que les contribuables les plus aisés ne seront plus privilégiés par rapport au reste de la population. Deuxièmement, entre les cantons et les communes, parce que la spirale de la sous-enchère fiscale sera interrompue.

Cette initiative n'a de conséquence que pour les personnes qui déclarent 250'000.-fr /an de revenu imposable ou une fortune imposable de plus de 2 millions.

Depuis une vingtaine d'années, la droite patronale ne cesse de faire sonner les sirènes de la politique des caisses vides. Mais de drastiques baisses d'impôts pour les plus fortunés ont été octroyées. La richesse est mal répartie dans notre pays. En 2004, 4% des contribuables détenaient 54,5% des richesses. Concrètement, cela veut dire que 6700 contribuables déclaraient une fortune nette de plus de 10 millions de francs. Alors qu'en parallèle, le pouvoir d'achat des bas et moyens revenus n'a fait que baisser depuis quinze ans.

Parallèlement à cet écart entre riches et pauvres, le patronat se complait dans une flexibilisation accrue des conditions de travail: Travail de nuit, Travail du dimanche, annualisation du temps de travail, augmentation des travailleurs intérimaires sont des modes de travail de plus en plus généralisés et revendiqués par les patrons. Un seul exemple: entre 1993 et 2005 le nombre de travailleurs intérimaires a triplé, passant d'environ 70 000 à 210 000 personnes.

Le patronat tend à vouloir vider les conventions collectives de travail de leur substance, faisant fi de « la paix du travail » qui a pourtant pour fruit une certaine cohésion sociale et nationale depuis plus de soixante ans. Cette flexibilisation du monde du travail précarise les conditions des travailleuses et travailleurs de notre pays. Elle les met aussi directement en concurrence, provoquant ainsi un vague sentiment de peur et de mépris pour l'étranger. Et nous retrouvons, comme par hasard, à la tête de ces conceptions racistes les anti-syndicalistes les plus acharnés. Ce parti ment lorsqu'il prétend défendre les gens de conditions modestes contre la soit-disante emprise étrangère. Il les trompent en acceptant, en parallèle, le démantèlement des conditions de travail.

Nous ne devons pas être dupe, et refuser d'entrer dans cette politique de la recherche d'un bouc-émissaire. Dans cette perspective, je vous invite à dire 2XNON à l'initiative UDC sur les renvois des criminels étrangers ainsi que le contre-projet du Conseil fédéral qui n'est qu'une pâle copie de la première. Un crime est un crime. Et les crimes doivent être punis. Si l'on considère les individus comme égaux, on ne peut pas appliquer pour le même crime un droit différent et ce, parce qu'un individu est de nationalité différente. Développer un droit parallèle basé sur la nationalité est inadmissible. Il n'y a donc pas à hésiter face à une initiative qui vise précisément à appliquer un droit différencié sur la base de la nationalité. Toute sanction ne peut être définie qu'indépendamment de la nationalité. Elle ne peut dépendre que de l'importance de l'infraction ou du crime. Il n'y a pas de place non plus pour une contre-proposition adoucie à la manière du contre-projet du Conseil fédéral – et ce, même en respectant le droit international. Encore une fois, toute sanction doit être rapportée à l'importance de l'infraction ou du crime, et non à la nationalité. Ce principe ne doit faire l'objet d'aucun compromis. Rappelons-nous que cette initiative dite « des moutons noirs » a été l'instrument de campagne de l'UDC lors des dernières élections fédérales. Et n'oublions jamais que la méthode de focaliser les problèmes sur des boucs-émissaires pour

détourner les citoyens des vrais problèmes ne date pas d'hier : les juifs dans les années 30, les italiens et espagnoles dans les années 70 avec les initiatives Schwarzenbach, les musulmans en 2009 et maintenant les criminels étrangers ou les Roms en France en 2010. Et pendant ce temps, les attaques sur les assurances sociales se poursuivent à un rythme incessant pendant que les responsables de la crise financière s'en sortent sans grand dommage et sont prêts à reprendre leurs activités qui tiennent du grand jeu de poker !

Quelles perspectives pour demain ? Si nous voulons garantir une société plus juste et solidaire pour les générations futures, nous devons nous concentrer sur les vrais combats et les vrais problèmes de notre temps. Notre société a changé depuis une vingtaine d'années ; nous devons maintenant implémenter des politiques publiques en conformité avec ces changements sociétaux. Nous devons mettre en œuvre une vraie politique de la famille en tenant compte de la nouvelle répartition des tâches familiales qui vise à davantage promouvoir l'égalité homme-femme. Nous devons aussi être plus soucieux de la qualité de vie des travailleuses et travailleurs : favoriser une bonne formation pour toutes et tous, le travail à temps partiel (qui ne doit pas être signe de précarisation), la formation continue en emploi, lutter pour des conventions collectives généralisées, et garantir une retraite anticipée qui ne péjore pas la situation des personnes à faibles revenus. L'initiative « 6 semaines de vacances » pour laquelle vous avez récolté des signatures, s'inscrit dans ce combat social et constitue une bonne réponse face à la flexibilisation et la précarisation rampantes. Elle sera bientôt à l'agenda politique et nous devons toutes et tous nous battre pour la faire accepter par le peuple.

Enfin, je ne pourrai terminer ce discours sans rappeler l'importance de la prise en compte de la préservation de notre environnement, de la promotion et du développement des énergies renouvelables. Notre pays a un grand retard à rattraper dans ce domaine en comparaison avec ses voisins européens. Ceci est d'autant plus important que le développement de ces énergies pourrait créer plus de 100 000 emplois en Suisse. N'oubliez pas de signer et de faire signer l'initiative !

Mais pour mener à bien tous ces combats nous avons besoin les uns des autres. Nous avons besoin de vous tous ici, non seulement sur le terrain, mais aussi dans les urnes. Nous ne pouvons construire la société de demain sans votre voix. L'Assemblée fédérale a subi ces dernières années une vague de conservatisme fort préjudiciable aux travailleurs et travailleuses de ce pays. Il faut juste savoir quels intérêts certains partis défendent et choisir vos représentants en étant sûrs qu'ils vous défendront réellement ! Toutes les ressources qu'un Etat démocratique doit offrir : santé, sécurité, logement, éducation, environnement sain, doivent bénéficier à toutes et tous: c'est ce combat que nous devons mener ensemble !